

PREFET DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement Centre

Bourges, le 18 novembre 2010

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSEES

SOCIETE SITA CENTRE OUEST

Commune d'ORVAL

GIDIC : RAAPC

Référence : SG/DP/IC/RAAPC-BILDEC-101025

Affaire suivie par : D POMMIER

daniel.pommier@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02 34 34 63 40 - Fax : 02 34 34 63 10

Courriel : uf18.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Révision des prescriptions applicables suite à l'examen du bilan de fonctionnement.

**Rapport de l'inspection des Installations Classées  
à  
Madame le Préfet du Cher**

Le présent rapport fait suite à l'examen du bilan décennal de fonctionnement de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société SITA Centre Ouest sur le territoire de la commune d'ORVAL.

Ce document, élaboré en application de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié, a été transmis à Monsieur le préfet du Cher et à l'inspection des installations classées de la DDT du Cher (ex DDEA) le 5 février 2008. Le transfert de la gestion des installations de déchets ménagers, initialement assuré par la DDT du Cher, vers la DREAL, a eu lieu en août 2010. Il appartient donc maintenant, à ce titre à la DREAL, d'assurer entre autres le suivi de cette installation classée.

**I - PRESENTATION DU CADRE REGLEMENTAIRE.**

L'article R.512-45 du code de l'environnement prévoit que, "en vue de permettre au préfet de réexaminer et, si nécessaire, d'actualiser les conditions de l'autorisation (à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement), l'exploitant lui présente un bilan du fonctionnement de l'installation dont le contenu et la fréquence sont fixés par catégorie d'installations par arrêté du ministre chargé des installations classées".

Cette prescription transpose en droit français l'article 13 de la directive européenne n° 2008/1/CE du 15 janvier 2008, dite "directive IPPC", relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution.

PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire  
Plan de situation

Copie à : DREAL Centre-SEIR

Les exploitants des installations appartenant aux catégories visées par l'annexe I de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement de l'établissement, pris en application de l'article R.512-45 du code de l'environnement précité, doivent ainsi présenter, au moins tous les dix ans, un bilan de fonctionnement conformément aux dispositions de l'arrêté. Ce bilan comporte notamment l'ensemble des données fournies chaque année par l'exploitant à l'inspection des installations classées en application de son arrêté d'autorisation et de la réglementation applicable à l'établissement.

Le bilan de fonctionnement à périodicité décennale permet à l'inspection des installations classées de réexaminer de manière approfondie et périodique les effets et les performances des installations vis-à-vis des intérêts protégés par la législation des installations classées. Il doit conduire l'inspection, lorsque la qualité du milieu est menacée, ou lorsque l'évolution des techniques permet une réduction significative des impacts sur les intérêts précités, à proposer de prescrire une actualisation des prescriptions, éventuellement assortie d'un échéancier d'application, par la voie d'un arrêté préfectoral complémentaire pris dans les formes prévues par l'article R.512-31 du code de l'environnement.

Pour les installations appartenant aux catégories visées par l'annexe I de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié dont l'arrêté initial d'autorisation a été pris au cours d'une année se terminant par 9, ce qui est le cas de l'installation de stockage de déchets non dangereux de la société SITA Centre Ouest (arrêté préfectoral initial du 11 octobre 1999), le bilan de fonctionnement devait être remis avant le 30 juin 2007, en application de l'article 3 de l'arrêté du 29 juin 2004 modifié. A noter que l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1999 a été modifié par un arrêté préfectoral du 30 janvier 2004 actualisant les prescriptions techniques imposables à l'établissement pris sans enquête publique. Cet état de fait est sans incidence sur la date de remise du bilan de fonctionnement.

La définition complète du terme "meilleures techniques disponibles" ainsi que les considérations à prendre en compte lors de leur détermination sont précisées dans l'annexe II de l'arrêté du 29 juin 2004 modifié, en reprenant les termes de la directive européenne susmentionnée.

Pour les activités de stockage en décharge de déchets non dangereux, les meilleures techniques disponibles correspondent aux prescriptions fixées par l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié par les arrêtés des 31 décembre 2001, 3 avril 2002, 19 janvier 2006 et 18 juillet 2007 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ; ces prescriptions sont applicables à toutes les installations de stockage dont l'exploitation sera poursuivie ou commencée après le 1<sup>er</sup> juillet 2009. Afin de prendre en compte les meilleures techniques disponibles relatives au stockage de déchets non dangereux, il peut être nécessaire de compléter les prescriptions de fonctionnement et de gestion des installations de stockage existantes par certaines des dispositions de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié.

## **II – PRESENTATION DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS NON DANGEREUX DE LA SOCIETE SITA CENTRE OUEST.**

La société SITA Centre Ouest exploite sur la commune d'ORVAL, au lieu-dit « Le champ de Balai », une installation de stockage de déchets non dangereux sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004.1.075 du 30 janvier 2004 qui intégrait les prescriptions des arrêtés préfectoraux n° 1999.1.1059 du 11 octobre 1999, n°2002.1.1404 du 17 octobre 2002, n°2002.1.1432 du 22 octobre 2002, n°2002.1.1433 du 23 octobre 2002, n°2003.1.171 du 10 février 2003 et n° 32003.1.295 du 13 mars 2003. Cet arrêté préfectoral a été modifié par arrêté préfectoral n° 2005.1.1040 du 16 septembre 2005.

Un plan de localisation du site est joint au présent rapport.

Il est également à signaler que la capacité maximale annuelle de stockage de déchets non dangereux est de 40 000 tonnes par an.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, les installations relèvent du régime de l'autorisation pour les rubriques n° 322-B2 (décharges ou dépositaires d'ordures ménagères et autres résidus urbains), n° 167.B (décharges de déchets industriels provenant d'installations classées) et du régime de la déclaration pour les rubriques n° 2710.2 (déchetteries pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public), n°2170.2 (fabrication des engrais et supports de culture...) et n° 2171 (dépôts d'engrais et supports de culture...)

La rubrique n° 322 est concernée par l'annexe I de l'arrêté du 29 juin 2004 modifié qui fixe la liste des catégories d'établissements soumis à l'obligation de transmission d'un bilan de fonctionnement à périodicité décennale, puisque la capacité de mise en stockage de l'établissement est supérieure au seuil fixé à 10 t/j.

### III - FONCTIONNEMENT DE L'ETABLISSEMENT.

L'exploitation de l'établissement consiste en la mise en stockage (aussi appelée enfouissement) de déchets non dangereux dans des alvéoles disposant d'une imperméabilité naturellement bonne et renforcée par des dispositifs artificiels. Ce site est autorisé pour une capacité annuelle de traitement de 40 000 tonnes. Les déchets mis en stockage proviennent de déchets industriels banals (DIB), et d'ordures ménagères et tout venant.

Avant leur déchargement, les déchets amenés sur le site pour stockage font l'objet d'une procédure d'acceptation préalable, de contrôles visuels (visant à s'assurer de la nature des déchets), d'un contrôle de radioactivité et d'un pesage. Ils sont alors déchargés puis mis en place et compactés dans une alvéole de stockage. Les alvéoles, avant leur mise en service, doivent présenter des caractéristiques d'étanchéité importante (barrière passive argileuse + barrière active constituée d'une géomembrane et d'une couche de drainage). Le fond de forme du site présente, de haut en bas, une perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s sur au moins 1 mètre et inférieure à  $1.10^{-5}$  m/s sur au moins 5 mètres. Les flancs sont constitués d'une couche minérale d'une perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s sur au moins 1 mètre.

Du fait de la fermentation des déchets, les alvéoles sont dimensionnées de manière à permettre la récupération des lixiviats (jus produits par les déchets en décomposition). Une fois collectés, ces lixiviats sont stockés dans un bassin avant d'être pompés pour élimination dans la station d'épuration de ST AMAND MONTROND, après contrôle de leur qualité. Une convention a été signée courant 2001 entre la Compagnie Générale des Eaux, le Sirtom du Saint Amandois et la société SITA.

Une fois l'alvéole remplie, les déchets sont recouverts d'une couche d'argile d'au moins 1 mètre et équipée d'un réseau de captation du biogaz produit, tandis que la collecte des lixiviats est poursuivie. Les alvéoles font ensuite l'objet d'un suivi de post-exploitation trentenaire.

### IV - Contenu du bilan de fonctionnement transmis par l'exploitant.

Le bilan de fonctionnement de l'installation de stockage de déchets non dangereux de la société SITA Centre Ouest à ORVAL comporte :

- a) une analyse du fonctionnement de l'installation depuis sa mise en service en 2000 : une analyse de la conformité de l'installation par rapport aux prescriptions en vigueur, une synthèse de la surveillance des émissions, du fonctionnement des installations et de leurs effets sur l'environnement, l'évolution des flux des principaux polluants et l'évolution de la gestion des déchets, un résumé des incidents et accidents survenus de 2000 à 2006 et les investissements en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions.
- b) les éléments venant compléter ou modifier l'analyse des effets du site sur l'environnement et la santé, en comparaison avec l'étude d'impact initiale.
- c) l'analyse des performances et des mesures compensatoires prises, incluant le recensement des moyens de prévention et de réduction des pollutions, les performances et abattements des flux de pollution obtenus et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles.
- d) les prescriptions d'amélioration des mesures compensatoires et l'estimation de leur coût ainsi que le bilan des conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie indiquant les sources d'énergie utilisées sur le site
- e) les mesures envisagées pour placer le site dans un état tel qu'il ne puisse pas porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement en cas de cessation définitive des activités.
- f) les conclusions des conditions d'exploitation, des effets et des performances du site vis à vis des intérêts protégés.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié, compatibles avec les dispositions de la « directive IPPC » appliquées sur le site de SAINT AMAND MONTROND consistent en :

- la présence d'une barrière de sécurité active constituée par le substrat argileux naturel,
- la réalisation de complexes d'étanchéité en fond d'alvéole et sur les flancs,
- l'évacuation des lixiviats vers des bassins de stockage,
- l'extraction de bio gaz par puits verticaux forés en fin d'exploitation de casier.

#### **V - SITUATION ADMINISTRATIVE.**

Le transfert de gestion des installations de déchets ménagers, initialement assurée par la DDT du Cher, vers la DREAL, a eu lieu en août 2010. Il appartient donc maintenant à la DREAL, d'assurer, entre autres, le suivi de cet établissement.

A ce titre une visite d'inspection de ce site a été réalisée par la DREAL le 13 octobre 2010.

Le site est autorisé pour 5 activités distinctes : les installations relèvent du régime de l'autorisation pour les rubriques n° 322-B2 (décharges ou dépositaires d'ordures ménagères et autres résidus urbains), n° 167.B (décharges de déchets industriels provenant d'installations classées) et du régime de la déclaration pour les rubriques n° 2710.2 (déchetteries pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public), n°2170.2 (fabrication des engrais et supports de culture...) et n° 2171 (dépôts d'engrais et supports de culture...)

La déchetterie a été fermée le 31 janvier 2010 suite à la mise en place d'une nouvelle installation par le SMIRTOM du Saint Amandois sur un autre site à ST AMAND MONTROND. L'exploitant envisage de reprendre ultérieurement l'exploitation de cette déchetterie en la mettant à disposition des professionnels.

Les activités de fabrication et de dépôt d'engrais et support de culture ne sont plus exploitées depuis le 15 décembre 2005. Les déchets verts sont évacués directement sur la plate forme de compostage implantée sur le territoire de la commune de Marmagne (18500) et exploitée par cette même société.

Il en résulte que la situation administrative mentionnée dans l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2004 ne correspond pas à la situation administrative actuelle de cet établissement en regard de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant établira une mise à jour de la situation administrative de son établissement et la transmettra au préfet du cher. Le projet d'arrêté complémentaire joint au présent rapport en fixe les modalités.

#### **VI - PRECISIONS A APPORTER A L'ARRETE PREFECTORAL.**

Une vérification des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2004 en regard des dispositions réglementaires applicables à ce jour (arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié, compatible avec les dispositions de « la directive IPPC ») a été réalisée lors de l'examen du bilan de fonctionnement. Il est apparu que certaines prescriptions devaient être complétées, en particulier :

- la constitution des barrières de sécurité (caractéristiques géotechniques de celles ci),
- fin de la période de suivi (modalités à mettre en place),
- la situation administrative (modalités de mise à jour).

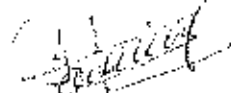
#### **VII - PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES.**

Compte tenu de ce qui précède et notamment des évolutions réglementaires introduites par l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié, il est proposé de mettre à jour et compléter les prescriptions de fonctionnement de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la Société SITA Centre Ouest sur la commune d'ORVAL.

Un projet d'arrêté préfectoral reprenant les modifications mentionnées ci dessus est joint en annexe. Cet acte administratif est proposé dans le cadre de la mise en conformité des installations en regard des dispositions de la « directive IPPC » et, il permet dans le même temps de clôturer l'instruction du bilan de fonctionnement. Les prescriptions de ce projet complètent ou modifient celles actuellement en vigueur pour l'établissement.

En application de l'article R.512-31 du code de l'environnement, la commission départementale de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques sera préalablement consultée.

L'inspecteur des installations classées,



D. ROMMIER

Vu et transmis avec avis conforme,  
à madame le préfet du Cher,  
Pour le directeur et par délégation,  
Le chef du groupe de subdivisions  
du Cher et de l'Indre  
Par délégation, la chef de la seconde  
subdivision du Cher



S GAU

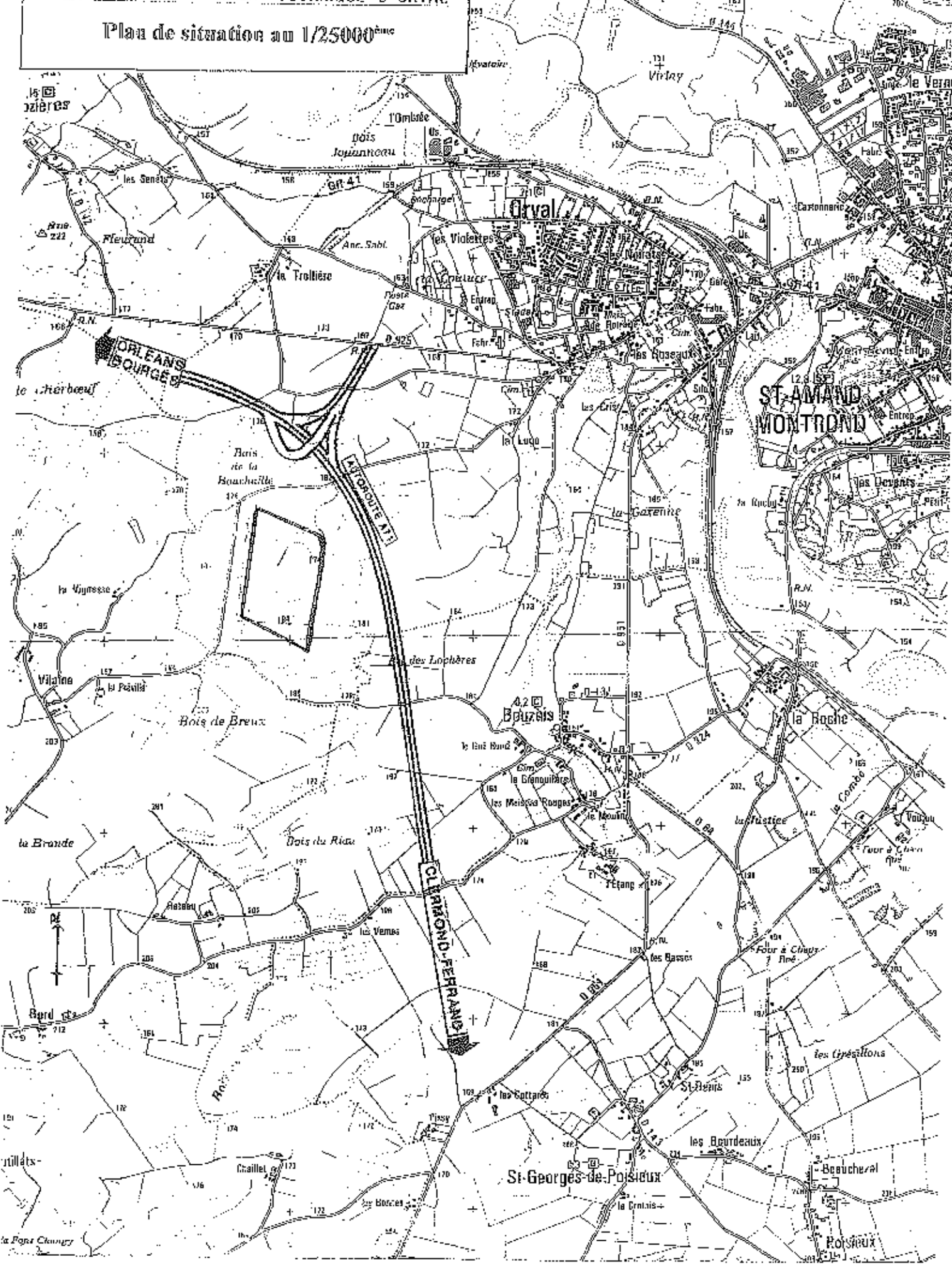


**GENET**

COMMUNE D'ORVAL (18) - Lieu-dit "LE CHAMP DE BALAI"

ENTRE D'ENFOUSSEMENT TECHNIQUE D'ORVAL

Plan de situation au 1/25000<sup>ème</sup>





**ARRETE n° du**  
**imposant des prescriptions complémentaires à la société**

**SITA Centre Ouest**

**à ORVAL**

[...]

- Vu la directive européenne N°2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, directive IPPC,
- Vu le code de l'environnement et notamment son livre V relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances,
- Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,
- Vu l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement prévu par le code de l'environnement,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2004.1.075 du 30 janvier 2004 autorisant la société SITA Centre Ouest à poursuivre l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique de déchets ménagers et assimilés à ORVAL, au lieudit «Le Champ de Balai »
- VU l'arrêté préfectoral n° 2005.1.1040 du 16 septembre 2005 autorisant la société SITA Centre Ouest à modifier son mode d'exploitation, à mettre en œuvre une recirculation des lixiviats et à recueillir des déchets ménagers spéciaux sur le site d'ORVAL,
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 novembre 2010,
- Vu la notification à l'intéressé de la date de réunion du CODERST et des propositions de l'inspection des installations classées,
- Vu l'avis émis par le CODERST lors de sa réunion du        2010,

CONSIDERANT que les dispositions de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, sont conformes aux meilleures techniques disponibles dans le cadre de la directive IPPC,

CONSIDERANT que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant,

CONSIDERANT que les prescriptions de fonctionnement de l'installation de stockage mentionnée ci-dessus nécessitent d'être mises à jour afin de prendre en compte l'évolution des règles techniques applicables à de telles installations et fixées par l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié cité précédemment ainsi que les éléments contenus dans le bilan de fonctionnement,

CONSIDERANT qu'il y aura lieu de réaliser une mise à jour de la situation administrative de cet établissement en regard des activités exercées sur le site et de l'évolution de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement .

[...]

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Cher,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1

La société SITA Centre Ouest dont le siège social est à MONTLOUIS SUR LOIRE (37270), Zac de Conneuil, 6 rue Gaspard Monge, autorisée par l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2004 modifié, à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux et de résidus urbains ultimes située sur les parcelles cadastrées ZB n° 1 (lots 1a, 1b, 1c) situé au lieudit « Le Champ de balai » sur la commune d'ORVAL, est tenue de respecter les dispositions complémentaires fixées par le présent arrêté préfectoral.

### ARTICLE 2

► L'article 3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2004 est remplacé par les dispositions suivantes :

*« La barrière de sécurité passive est constituée du terrain naturel en l'état. Le fond de forme du site présente, de haut en bas, une perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s sur au moins 1 mètre et inférieure à  $1.10^{-6}$  m/s sur au moins 5 mètres. Les flancs sont constitués d'une couche minérale d'une perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s sur au moins 1 mètre.*

*« Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle peut être complétée artificiellement et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme et à 0,5 mètre pour les flancs jusqu'à une hauteur de deux mètres par rapport au fond. En tout état de cause, l'étude montrant que le niveau de protection sur la totalité du fond et des flancs de la barrière reconstituée est équivalent aux exigences fixées au premier alinéa ».*

► Dans l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2004, l'article 3.10.5 est remplacé par les dispositions suivantes :

*« Au moins six mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse au préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site.*

*Le préfet fait alors procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site pour s'assurer que sa remise en état est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.*

*En application de l'article R 516-5 du Code de l'Environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.*

*Le rapport de visite établi par l'inspection des installations classées est adressé par le préfet à l'exploitant et au maire de la ou des communes intéressées ainsi qu'aux membres de la commission locale d'information. Sur la base de ce rapport, le préfet consulte les maires des communes intéressées sur l'opportunité de lever les obligations de garanties financières auxquelles est assujéti l'exploitant.*

*Le préfet détermine ensuite par arrêté complémentaire, eu égard aux dangers et inconvénients résiduels de l'installation, la date à laquelle peuvent être levées, en tout ou partie, les garanties financières. Il peut également décider de la révision des servitudes d'utilité publique instituées sur le site. »*

► L'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2004 est complété par :

*« L'exploitant établira une mise à jour de la situation administrative de son établissement et la transmettra au préfet du Cher dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté. »*

### **ARTICLE 3 - Information**

Conformément à l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée à la mairie d'ORVAL, est mis à la disposition de tout intéressé, est affiché dans les dites mairies. Un avis d'information sera inséré, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

### **ARTICLE 4 - Droits des tiers**

Les prescriptions du présent arrêté sont imposées sous réserve du droit des tiers, tous moyens et voies de droit étant expressément réservés à ces derniers pour les dommages que pourrait leur causer l'installation.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir le jour où la présente décision a été notifiée. Le délai de recours pour les tiers est de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.

[...]

